

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

8 MARS 2007

Proposition de déclaration de révision de l'article 1^{er} de la Constitution, en vue d'y introduire la notion de laïcité politique

(Déposée par Mme Amina Derbaki Sbaï)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition vise à prendre acte de la laïcité politique de l'État belge et de le réaffirmer en l'inscrivant explicitement dans la Constitution.

A. Introduction

Les sociétés modernes sont devenues, et c'est une richesse incontestable, des sociétés pluriculturelles ou encore pluriculturelles. La population de la Belgique se caractérise par une diversité de plus en plus grande à l'instar du reste de l'Europe occidentale. On dénombre aujourd'hui entre 150 à 250 communautés culturelles, linguistiques ou culturelles. L'établissement de populations issues des migrations sur notre territoire a un caractère irréversible.

Cette diversité suscite, pourtant, interrogations, inquiétudes, peurs qui conduisent dans certaines circonstances à une incompréhension des règles de vie communes, voire à une recrudescence des tensions ou de la violence.

Dans ce contexte, un renforcement de l'interculturalité est bien entendu indispensable mais cela ne suffit pas pour préserver la cohésion sociale d'une société démocratique.

Il importe pour toute société démocratique de distinguer ce qui relève de la morale de ce qui relève du champ du droit en déterminant au terme d'un débat

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

8 MAART 2007

Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 1 van de Grondwet, teneinde hierin het begrip scheiding van Kerk en Staat in te voeren

(Ingediend door mevrouw Amina Derbaki Sbaï)

TOELICHTING

Dit voorstel wil de scheiding van Kerk en Staat als wezenlijk kenmerk van de Belgische Staat erkennen en het begrip herbevestigen door het expliciet in de Grondwet op te nemen.

A. Inleiding

De moderne samenlevingen zijn — en dit is ontegenzeggelijk een verrijking — multicultureel geworden en kennen daarnaast ook een veelheid aan erediensden. De Belgische bevolking wordt, net als de rest van West-Europa, gekenmerkt door een steeds grotere diversiteit. Er zijn momenteel 150 tot 250 verschillende culturele, taalkundige of cultusgebonden gemeenschappen. De migranten die op ons grondgebied zijn komen wonen, lijken zich hier voorgoed gevestigd te hebben.

Deze diversiteit roept echter vragen op, bezorgheid, angsten, die in sommige gevallen leiden tot het niet begrijpen van de gemeenschappelijke leefregels en zelfs tot meer spanningen of geweld.

In een dergelijke context zijn meer interculturele contacten onmisbaar, maar niet voldoende om de sociale cohesie van een democratische samenleving te waarborgen.

Het is voor elke democratische staat belangrijk een onderscheid te maken tussen moraal en recht, waarbij na een debat op tegenspraak, waarin zelfs conflicten

contradictoire, voire conflictuel, le socle des droits et des devoirs à partager par chacun quelles que soient ses conceptions éthiques.

Dans cette perspective, l'État laïque constitue l'espace public neutre dans lequel il est possible d'élaborer ces normes communes. Il est dès lors primordial que l'ensemble des citoyens d'un pays accepte cette conception politique de l'organisation de l'État.

B. Contours du principe de laïcité politique

D'un point de vue politique, la laïcité politique s'est avant tout, manifestée par l'affirmation de la liberté de conscience, inscrite dans la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » de 1789. L'existence de la liberté religieuse serait donc, à la fois, la condition et le résultat de la séparation de la religion et de l'État. Force est de constater que les élites de l'époque concevaient déjà que la religion était plutôt une question relevant du domaine privé, et non plus de la sphère publique.

La séparation entre les Églises et l'État constitue donc la première étape de la laïcité. La deuxième étape est celle de l'affirmation de neutralité. La neutralité semble être la condition *sine qua non* d'une parfaite démocratie. La laïcité est indissociable de la démocratie (1).

La modernité est caractérisée, selon l'expression de Marcel Gauchet, par une « sortie de la religion ». La démocratie retrouve dans la laïcité un de ses idéaux. Les hommes produisent eux-mêmes les lois et se soumettent à leurs propres lois et « la séparation de l'Église et de l'État, de la religion et de la politique, fournit la force d'une glorification de la politique » (2). L'homme « démocratique » a renoncé à l'idée de subordination du principe divin.

Dans une situation de modernité politique, la société civile se construit dans un espace de liberté des citoyens. « La modernité politique consiste précisément dans la séparation entre l'État et la société, entre la sphère politique et le domaine privé » (3). Il ne peut y avoir de liberté religieuse que dans une société civile libre, indépendante de l'État. Les conditions pour exercer sa liberté religieuse sont les mêmes que pour les droits l'homme. Les deux questions se situent sur le même plan et s'impliquent réciproquement.

(1) Remond, René, « Laïcité et débats d'aujourd'hui », in : *Nouveaux Enjeux de la laïcité*, Paris, Le Centurion, 1990, p. 128.

(2) Gauchet, Marcel, *Le Désenchantement du Monde*, Paris, Gallimard, 1985, pp. 283-291.

(3) Gauchet, Marcel, *op cit.*, p. 133.

aan bod komen, de door eenieder te delen plichten en rechten worden bepaald, ongeacht de ethische overtuiging van de betrokkenen.

Vanuit dit opzicht is de lekenstaat dan de neutrale openbare ruimte waarin die gemeenschappelijke normen kunnen worden uitgewerkt. Het is dus uiterst belangrijk dat alle burgers van een land die politieke visie op de organisatie van de staat aanvaarden.

B. Over het begrip « scheiding van Kerk en Staat »

Vanuit politiek oogpunt komt de scheiding van Kerk en Staat in de eerste plaats tot uiting in de bevestiging van de gewetensvrijheid die in de Verklaring van de rechten van de mens en de burger van 1789 vermeld staat. Godsdienstvrijheid zou dan tegelijkertijd de voorwaarde en het resultaat zijn van de scheiding tussen Kerk en Staat. Men stelt vast dat de elite van die tijd al van mening was dat godsdienst veeleer een privékwestie is en geen publieke aangelegenheid.

De scheiding tussen de kerken en de staat is dus een eerste stap naar een seculiere staat. De tweede stap is de bekrachtiging van de neutraliteit. Neutraliteit lijkt de *conditio sine qua non* te zijn van een perfecte democratie. Scheiding van Kerk en Staat is onlosmakelijk met democratie verbonden (1).

Volgens Marcel Gauchet wordt moderniteit gekenmerkt door het « verlaten van de religie ». De democratie vindt in de scheiding van Kerk en Staat één van zijn idealen. De mensen stellen zelf hun wetten op, onderwerpen zich aan hun eigen wetten en de scheiding tussen Kerk en Staat, tussen godsdienst en politiek, schept de kracht voor de verheerlijking van de politiek (2). De « democratische » mens heeft het idee van de onderwerping aan het goddelijke opgegeven.

In een moderne politieke situatie wordt de burgermaatschappij opgebouwd in een ruimte van vrijheid voor de burgers. Politieke moderniteit bestaat er juist in dat de staat en de samenleving, het politieke en het privé-leven gescheiden zijn (3). Er kan alleen religieuze vrijheid zijn in een vrije burgerstaat die onafhankelijk is van de overheid. De voorwaarden om de godsdienstvrijheid uit te oefenen zijn dezelfde als die voor de mensenrechten. De twee kwesties spelen op hetzelfde niveau en zijn onderling met elkaar verbonden.

(1) Remond, René, « Laïcité et débats d'aujourd'hui », in : *Nouveaux Enjeux de la laïcité*, Paris, Le Centurion, 1990, blz. 128.

(2) Gauchet, Marcel, *Le Désenchantement du Monde*, Paris, Gallimard, 1985, blz. 283-291

(3) Gauchet, Marcel, *op cit.*, blz. 133

De ce point de vue, un État moderne démocratique sera nécessairement laïque. À partir du moment que l'on se trouve face à un pouvoir politique confessionnel, cela signifie qu'il n'a pas encore réalisé sa modernité politique. Mis à part la séparation, l'État doit également adopter une position de totale neutralité. La laïcité est essentiellement une question politique et non pas une question religieuse. C'est-à-dire que cela relève de l'État et non pas de la religion (1). En effet, il revient à l'État d'être laïque et non pas aux religions.

C. Application du principe de laïcité à l'État belge

La Constitution adoptée le 7 février 1831 a été l'une des plus progressistes d'Europe et a instauré une relation juridique originale entre l'État et les Églises de Belgique. Le régime adopté par le Constituant se caractérise par une indépendance mutuelle, une non-ingérence réciproque entre l'État et les Églises non-obstant le financement public accordé aux cultes reconnus et aux communautés philosophiques non confessionnelles reconnues.

Trois articles de la Constitution consacrent les principes fondamentaux qui régissent ces rapports : l'article 19 de la Constitution garantit la liberté des cultes, leur exercice public et la liberté de manifester ses opinions en toute matière; l'article 20 prévoit que « nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos »; l'article 21 stipule, par ailleurs, que « l'État n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque. » Il prévoit également que « le mariage civil devra en principe toujours précéder la bénédiction nuptiale. »

La présente proposition n'est nullement une remise en cause des principes constitutionnels qui ont prévalu lors de la création de la Belgique mais, au contraire, s'inscrit dans le prolongement de l'esprit du Constituant de 1830.

D. Conséquences de l'inscription du principe de laïcité dans la Constitution belge

L'État doit être le garant et le gardien d'une sphère publique dénuée d'influences d'inspiration confessionnelle ou non confessionnelle tout en se gardant d'interférer, voire d'arbitrer la sphère confessionnelle

(1) Barbier, Maurice, *La Laïcité*, Paris, l'Harmattan, 1996, p. 14.

Vanuit dit standpunt is een moderne democratische staat noodzakelijkerwijs een lekenstaat. Als men te maken heeft met een confessionele politieke overheid, is de politieke moderniteit nog niet verwezenlijkt. Afgezien van de scheiding, moet de Staat zich bovendien volledig neutraal opstellen. Scheiding van Kerk en Staat is in feite een politieke, niet een religieuze kwestie. Ze behoort derhalve tot de bevoegdheid van de staat en niet van de godsdienst (1). De staat moet immers a-religieus zijn, niet de godsdienst.

C. Toepassing van het principe «scheiding van Kerk en Staat» in de Belgische staat

De Grondwet die op 7 februari 1831 is aangenomen was één van de meest vooruitstrevende van Europa en heeft een originele juridische verhouding ingevoerd tussen de Staat en de kerken van België. Het systeem waarvoor de grondwetgever heeft gekozen, wordt gekenmerkt door wederzijdse onafhankelijkheid en de niet-inmenging van de Staat en de kerken in elkaars zaken, ondanks het feit dat er publieke middelen worden toegekend aan de erkende erediensten en de erkende niet-confessionele gemeenschappen.

Drie artikelen van de Grondwet bevestigen de fundamentele principes die deze verhouding bepalen : artikel 19 van de Grondwet waarborgt de vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan, alsmede de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten; artikel 20 bepaalt dat «Niemand kan worden gedwongen op enigerlei wijze deel te nemen aan handelingen en aan plechtigheden van een eredienst of de rustdagen ervan te onderhouden»; en artikel 21 zegt bovendien : « De Staat heeft niet het recht zich te bemoeien met de benoeming of de installatie der bedienaren van enige eredienst ». Ook stelt dit artikel « Het burgerlijk huwelijk moet altijd aan de huwelijksinzegening voorafgaan ».

Het huidige voorstel is geenszins bedoeld om de grondwettelijke principes die bij de oprichting van België een rol hebben gespeeld ter discussie te stellen, maar ligt integendeel in de lijn van wat de grondwetgever van 1830 voor ogen hield.

D. Gevolgen van de opname van het principe van de scheiding van Kerk en Staat in de Belgische Grondwet

De Staat hoort een publieke ruimte te waarborgen en te beschermen waar geen invloeden van confessionele of niet-confessionele aard spelen, en moet zich tegelijkertijd ook onthouden van inmenging of van het

(1) Barbier, Maurice, *La Laïcité*, Paris, l'Harmattan, 1996, blz. 14

ou non confessionnelle qui relève du domaine privilégié du citoyen. Il est important de réitérer ce caractère de réciprocité dans la non-interférence sans préjudice de l'application de l'article 19 de la Constitution rappelé *supra*.

L'affirmation du principe de laïcité rend l'exercice de la liberté de conscience, de la liberté religieuse, tant sur le plan individuel que collectif, possible.

Il convient toutefois d'éviter tout accaparement ou annexion par des groupements idéologiques, confessionnels ou non confessionnels de l'appareil démocratique de notre État de droit, afin de sauvegarder les valeurs démocratiques qui en sont le fondement. L'affirmation explicite du principe de laïcité permettrait d'exiger de ces groupements de souscrire à une déclaration d'adhésion à ce principe.

Les partis démocratiques doivent s'efforcer de renforcer les dispositions constitutionnelles et légales visant à affirmer le caractère démocratique et laïque de la Belgique.

Enfin, le principe de laïcité tel qu'il est envisagé ne doit pas être confondu avec la laïcité philosophique qui « s'adresse à ceux qui ne participent pas à un culte quelconque, qui ne veulent pas établir dans leurs conceptions de vie un rapport privilégié avec une divinité et, dès lors, veulent organiser en excluant toute référence aux cultes certaines manifestations de la vie qui d'ordinaire sont réglées par une religion » (1).

La présente proposition de déclaration de révision a pour objet l'inscription, dans l'article 1^{er} de la Constitution belge, du caractère démocratique et laïque de l'État.

Il est possible d'atteindre cet objectif en remplaçant l'article 1^{er} de la Constitution la manière suivante :

«La Belgique est un État fédéral démocratique et laïque qui se compose des communautés et des régions.»

Amina DERBAKI SBAÏ.

(1) Rapport de commission parlementaire de M. Garcia, cité dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues (Doc. Parl. Chambre n° 1966/1, 1998-1999, 5 février 1999).

arbitreren in de confessionele of niet-confessionele sfeer, die het bevoorrechte domein is van de burgers. Het is belangrijk de wederkerigheid van de niet-inmenging te benadrukken, onverminderd de toepassing van artikel 19 van de Grondwet zoals hierboven in herinnering gebracht.

De bevestiging van het principe van de scheiding van Kerk en Staat maakt het mogelijk de gewetensvrijheid en de godsdienstvrijheid, zowel op het individuele als op het collectieve vlak uit te oefenen.

Er moet echter voor worden gezorgd dat de democratische inrichting van onze rechtsstaat in geen geval kan worden opgeëist of beheerst door al dan niet confessionele ideologische groeperingen, willen we de democratische waarden die er de grondslag van vormen overeind houden. Een expliciete bekrachtiging van het principe van de scheiding van Kerk en Staat maakt dat er van deze groeperingen kan worden geëist dat zij dit principe onderschrijven.

De democratische partijen moeten zich inspannen om de toepassing van de grondwettelijke en wettelijke bepalingen die het democratische en seculiere karakter van België bevestigen, af te dwingen.

Het principe van de scheiding van Kerk en Staat zoals hier vooropgesteld mag ook niet verward worden met de niet-religieuze levensbeschouwelijke overtuiging die zich richt « tot allen die niet aan enige godsdienst deelnemen, die in hun levensbeschouwing geen bevoorrechte band willen leggen met een godheid en die bepaalde levensuitingen die gewoonlijk door een godsdienst worden geregeld, dan ook willen organiseren zonder zich te beroepen op een eredienst. » (1).

Onderhavig voorstel van verklaring tot herziening heeft tot doel in artikel 1 van de Belgische Grondwet het democratisch en neutraal karakter van de Staat op te nemen.

Om dit doel te bereiken, wordt voorgesteld artikel 1 van de Grondwet te vervangen als volgt :

«België is een democratische en seculiere federale Staat, samengesteld uit de gemeenschappen en de gewesten.»

(1) Verslag van de parlementaire commissie van de heer Garcia, dat wordt geciteerd in de memorie van toelichting van het Wetsontwerp betreffende de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen (stuk Kamer, nr. 1966/1, 1998-1999, 5 februari 1999).

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 1^{er} de la Constitution, en vue d'y introduire la notion de laïcité politique.

7 décembre 2006.

Amina DERBAKI SBAÏ.
Mimount BOUSAKLA.
Pierre GALAND.
Marie-Hélène CROMBÉ-BERTON.
Josy DUBIÉ.

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 1 van de Grondwet, met de bedoeling er het begrip scheiding van Kerk en Staat in op te nemen.

7 december 2006.